

L'ŒUVRE

25, Rue Royale (8°)
TÉLÉPHONE : ÉLYSÉE 43-45 & 43-46
APRÈS 21 HEURES : GUT. 76-83

Directeur
GUSTAVE TÉRY



ABONNEMENTS 1 an 6 mois 3 mois
Paris..... 25 fr. 13 fr. 7 fr.
Départ..... 28 fr. 14 fr. 50 7 fr. 50
Etranger..... 30 fr. 19 fr. 10 fr.

LA PROPOSITION AUTRICHIENNE :

Il ne faut pas causer ; mais il faut parler.

VERS LA RÉPUBLIQUE GERMANIQUE

Ah ! elle est bien reçue, l'Autriche, avec ses propositions malhonnêtes ! D'un bout à l'autre de la presse française — l'Œuvre y compris — c'est le même haro. Partout nous avons vu reparaître les expressions déjà consacrées : « Piège... offensive de paix... grossière manœuvre, etc. » Ça fait plaisir de voir qu'il y a au moins une question sur laquelle nos journalistes sont d'accord.

Tous observent aussi que la manifestation de l'empereur Charles, très probablement concertée avec l'empereur Guillaume, nous révèle une fois de plus la fatigue, l'épuisement, peut-être la détresse des Empires centraux. Sans nul doute, ils ont très grand besoin de la paix, et leurs gouvernements l'avouent en termes assez clairs. Mais si nous nous réjouissons comme il faut de ce besoin qui grandit chaque jour, est-ce une raison pour n'en pas profiter ? Et la meilleure manière d'en profiter est-elle le mépris et le silence ?

On nous permettra de refaire à ce propos la réflexion que nous avons déjà faite en des circonstances pareilles. Le véritable danger n'est pas dans le « piège » qui nous serait tendu (et qu'il est si facile d'éviter). Si les offres de l'Autriche ont l'air de s'adresser à nous, en réalité ce n'est pas à nous qu'on les destine. Ni les deux empereurs, ni leurs ministres ne peuvent se faire illusion sur nos sentiments et sur la réponse négative des Alliés.

Mais cette réponse négative, les deux empereurs tiennent plus que jamais à la provoquer pour se retourner ensuite vers leurs peuples et leur dire : « Vous voyez bien, nous sommes prêts à toutes les concessions ; nous sommes les plus doux, les plus conciliants des bons apôtres ; nous ne demandons qu'à signer une paix honorable, mais ce sont nos ennemis qui ne veulent rien entendre. Ne proclament-ils pas leur ferme propos de nous anéantir, ou, tout au moins, de nous réduire en servitude ? Nous n'avons donc plus le choix entre la guerre et la paix ; coûte que coûte, il faut continuer la guerre, parce qu'il n'y a pour nous aucun moyen de faire la paix. »

Ainsi, visiblement, les deux empereurs cherchent à remonter le moral de leurs peuples en rejetant sur nous l'entière responsabilité de la guerre, ou tout au moins de sa continuation. A mon sens, c'est là qu'est la véritable « manœuvre », et, qu'elle soit grossière ou subtile, c'est cette manœuvre-là qu'il nous faut déjouer.

Comment ? Par des invectives, des ironies, des ricanelements ? J'avoue que ça me paraît d'une diplomatie un peu sommaire.

— Alors, vous êtes d'avis que les Alliés doivent répondre et qu'ils commettraient une faute en gardant le silence ?

Parfaitement. Mais ce n'est pas au gouvernement autrichien qu'il convient de répondre, ce n'est pas à Charles porte-parole de Guillaume ; c'est au peuple autrichien, ou plutôt aux peuples groupés, mais non confondus sous le sceptre du Habsbourg, — et du même coup au peuple allemand. Par-dessus la tête de leurs empereurs, il faut leur dire nettement, clairement, brièvement, ce que nous voulons. On a beau répéter que les intentions des Alliés sont archiconnues ; ce n'est pas vrai. Depuis que l'Amérique est entrée dans la guerre et que la Russie en est sortie, ils n'ont pas publié de déclaration collective. Bien plus, sur certains points (de détail) leurs déclarations particulières ont parfois semblé divergentes, ou même contradictoires. Il est temps de rédiger notre programme de paix et de le faire connaître au monde, même si les empires centraux continuent à nous laisser ignorer leurs prétentions. Nous n'avons pas besoin de les savoir ; mais nous avons besoin de savoir ce que nous voulons exactement, et de savoir que tout le monde le sait. Non, pas de conférence confidentielle, pas de diplomatie secrète, pas de manœuvre, grosse ou fine ; mais un bon exposé, précis, loyal, de nos revendications essentielles. Et nous goûterions fort que le premier mot de cet exposé fût pour dire : « Nous parlons, mais nous ne causons pas ; nous ne causerons qu'avec la République germanique. »

J'entends encore, — ça se passait il y a vingt ans au cours d'un congrès socialiste, — le vieux Bebel répondre à Jaurès qui avait joyeusement raillé la timidité révolutionnaire des camarades boches et leur secret dévouement au régime impérial. « Peuh ! s'écria Bebel, avec une ironie lourde, mais forte, vous avez toujours à la bouche vos grands mots de république et de démocratie ! Mais les vraies réformes démocratiques, vous savez bien que c'est chez nous, dans l'empire allemand, qu'on les fait ! Et quant à la prétendue République dont vous êtes si fiers, vous oubliez trop que c'est l'empereur d'Allemagne qui vous l'a donnée, à Sedan ! »

Quel dommage que Jaurès et Bebel ne puissent reprendre la conversation ! Car Jaurès, cette fois, ne manquerait pas de répliquer avec le même humour : « Entendu, Bebel, c'est l'Allemagne qui a donné la République à la France, et qu'elle l'ait fait exprès ou non, la France ne lui en est pas moins obligée. Mais un rendu pour un prêt, camarade ! C'est la France maintenant qui va vous gratifier de la République ! »

Avec votre concours et votre agrément, monsieur Wilson...

Gustave Téry

Pour faire un communiqué

Ce vieil R.A.T. pérorait avec sagacité :

— J'en ai plein le dos d'entendre depuis quatre ans des gens qui disent en gonflant les joues et en faisant une bouche en chose de poule : « Ils sont bigrement forts, ces gens-là ! » Qu'ils se battent bien et par tous les moyens, qu'ils aient mis quarante-quatre ans à préparer la guéguerre dont nous jouissons encore, c'est incontestable ; qu'ils soient obstinés, ténaces, qu'ils aient quand ils se sentent vainqueurs, de la suite dans les idées, ça va. Mais je voudrais bien tout de même que quelqu'un dise enfin la vérité vraie au Parlement, devant le monde attentif, qu'ils sont bêtes comme des cochons !

Il reprit un peu de souffle :

— Comment ! voilà des gens qui, l'après-midi, nous envoient par fil spécial et le canal du brillant second une incontestable invitation à nous asseoir autour d'un tapis vert : on s'est assez cogné, on va parler. Bien dit ! et le vieux poilu qui, comme moi, s'y colle après quatre ans, pense tout de suite : avant de les envoyer au bout du quai, on pourrait entendre ce qu'ils ont à dire. Ça ne doit pas être passionnant, mais comme dit l'autre, ce serait un crime de faire durer la guerre une minute de trop !... Et à ce moment-là, il y a des gens qui seraient presque prêts à s'installer avec eux devant un encrier ; alors, ils trouvent moyen le soir même d'organiser un raid pépère sur Paris. Alors je ne comprends plus ! S'ils veulent continuer, qu'ils continuent et qu'ils ne nous assourdissent pas avec leurs bobards.

Puis il but son verre et parla d'autre chose. — D.

Merci !

On nous demande de divers côtés des nouvelles de nos messageries. Elles vont très bien ; merci.

Il y a bien eu au début quelques manœuvres sournoises et perfides, pour saboter nos expéditions et empêcher la mise en vente de l'Œuvre ; mais nous avons fait le nécessaire pour les déjouer et en prévenir le retour. Nous avons tout lieu d'espérer que leurs auteurs, dûment avertis par la présente note, ne nous obligeront pas à mettre en cause les chefs et patrons responsables. S'il en était autrement, ce n'est pas seulement aux tribunaux que nous irions demander les réparations nécessaires.

Mais tout cela est si peu de chose à côté de l'immense courant des sympathies que nous témoignent nos lecteurs ! C'est grâce à leur concours et à leurs renseignements que nous avons pu, dès la première semaine, combler les lacunes inévitables d'une organisation improvisée. Maintenant, tout est au point et fonctionne à peu près partout dans les conditions les plus favorables. Nous n'aurions pas osé prévoir un tel succès, dont nous publierons le détail un jour prochain : ce sera la meilleure manière d'offrir l'expression de notre gratitude à tous les amis inconnus qui ont bien voulu seconder notre œuvre d'affranchissement.

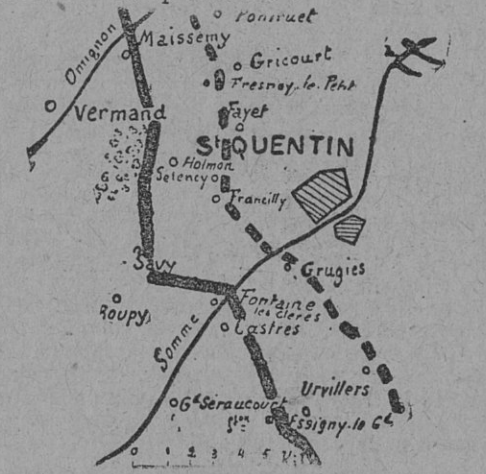
Devant St-Quentin

On rapporte que les Allemands ont renforcé leurs lignes de défense autour de Saint-Quentin, lignes que nous n'avions pas pu rompre en 1917.

On se rappelle qu'à cette époque les Anglais avaient atteint le front : ouest de Pontruet, Fresnoy-le-Petit, ouest de Fayet, Selency, Francilly, au nord de la Somme. Les Français n'avaient pas dépassé, au sud de cette rivière, Grugies et Urville.

Au sud comme à l'ouest, les troupes alliées avaient donc été arrêtées à quatre kilomètres environ de la ville.

Je ne sais sur quelles données est basée l'information d'après laquelle la position allemande aurait été rendue plus formidable encore. Je ne crois d'ailleurs pas que notre état-major ait communiqué à nos informateurs bénévoles les photographies que nous avions lui ont procurées.



Le trait interrompu indique notre ligne devant Saint-Quentin avant l'offensive allemande du 21 mars 1918.

Le trait plein marque le front que nous avons atteint à la date du 16 septembre 1918.

Quoi qu'il en soit, celui-ci semble bien prendre ses mesures comme si cette position était véritablement très forte, et Anglais et Français qui se donnent la main dans ces parages, — tout de même un peu plus au nord que la dernière fois — en ont repris l'investissement méthodique.

Cet investissement est tracé à l'heure actuelle par une ligne passant par Maissemy, lisière est du bois d'Holmont, (où se fait la liaison), Savoy, Fontaine-les-Clères, station d'Essigny-le-Grand. Cette ligne est parallèle à celle occupée en 1917, à 4 kilomètres plus à l'ouest. Nous avons donc à conquérir de ce côté une bande de 4 kilomètres d'avant-terrain, comme l'appellent les Allemands, avant de nous retrouver sur les emplacements dont nous avons été chassés en mars dernier.

Ceci fait, on verra.

Général Verraux

UN SUCCÈS DES ALLIÉS A SALONIQUE

Sur un front de onze kilomètres
les positions bulgares
sont enlevées

Salonique, 16 septembre. — A 5 h. 30, hier, des troupes françaises et serbes, après une violente préparation d'artillerie, ont attaqué les positions ennemies sur le front Beternik-Dobropolje-Sokolo, qui avaient été depuis deux ans fortement organisées par les Bulgares.

La première position ennemie sur le front serbe fut enlevée sur 11 kilomètres ; les troupes s'emparèrent d'un nombreux butin non encore dénombré et firent de nombreux prisonniers. Les opérations se déroulent dans de bonnes conditions.

Les aviateurs français et serbes ont bombardé les campements ennemis et ont lancé 1.150 kilos de projectiles sur les gares et les dépôts de Gradske et Razimbej, où l'on a constaté de nombreux incendies. Ils ont soutenu des combats aériens et fortement appuyé l'avance de l'infanterie.

Les romans de L'ŒUVRE

L'Œuvre commence aujourd'hui en 3^e page

LE TEMPS PERDU

PAR FRANCIS CARCO

C'est une étude de la vie montmartroise, extérieure à la guerre, très vivante, très exacte, mais dont le réalisme est tempéré par la présence d'un personnage symbolique, qui sort de la manière habituelle de l'auteur et donne à cet ouvrage une note fort curieuse.

L'ASSAUT DES ALLIÉS

LES FRANÇAIS ONT PRIS VAILLY

Les Britanniques ont avancé leurs lignes
sur le canal d'Ypres à Commines

Communiqués français du 16 septembre (14 heures). — Entre l'Oise et l'Aisne, au cours de la nuit, nos troupes ont continué à progresser à l'est de Vauxaillon et ont enlevé le mont des Singes.

Près de trois cents prisonniers sont restés entre nos mains.

PLUS AU SUD, NOUS SOMMES EMPARÉS DE VAILLY.

En Lorraine, nous avons exécuté un coup de main dans la région de LEINTREY ET FAIT DES PRISONNIERS.

(23 heures). — Au cours de la journée, nos troupes ont continué leurs attaques dans la région au nord-est et à l'est de Sancy.

EN DÉPIT DE LA RÉSISTANCE OPPOSÉE PAR LES ALLEMANDS, NOUS AVONS PROGRESSÉ DE UN KILOMÈTRE ENVIRON SUR UN FRONT DE 4 KILOMÈTRES.

600 PRISONNIERS ET 2 CANONS DE 105 SONT TOMBÉS ENTRE NOS MAINS.

Aucun événement important à signaler sur le reste du front.

Communiqués britanniques du 16 septembre (après-midi). — PENDANT LA NUIT, NOUS AVONS EFFECTUÉ AVEC SUCCÈS UNE OPÉRATION LOCALE À CHEVAL SUR LE CANAL YPRES-COMMINES ; NOUS AVONS AVANCÉ NOTRE LIGNE SUR UN FRONT DE PLUS DE DEUX MILLES ET CAPTURÉ DE NOMBREUX PRISONNIERS ET DES MITRAILLEUSES.

Sur le reste du front de bataille,

des rencontres ont eu lieu avec des éléments ennemis et des patrouilles dans le voisinage de Mœuvres et près de Gavrelle.

Nous avons établi de nouveaux postes dans le voisinage de Sauchy-Cauchy et Oppy.

(Soir). — Nos patrouilles ont ramené quelques prisonniers dans la partie sud de notre front.

Aux environs de Ploegsteert et à l'est d'Ypres, nous avons légèrement avancé notre ligne.

Sur le reste du front, à part l'activité réciproque des deux artilleries dans différents secteurs, il n'y a rien à signaler.

Communiqué américain du 16 septembre (21 heures). — Sauf des combats locaux au cours desquels nous avons fait des prisonniers et en dehors d'une activité croissante de l'artillerie et de l'aviation, il n'y a rien à signaler dans le secteur de Saint-Mihiel.

La situation d'après les Allemands

Nos alliés américains sont vraiment trop modestes. D'après les communiqués allemands, ils occuperaient la ligne FRESNES, SAINT-HILAIRE, HAUMONT, REMBERG-COURT et le bois des RAPPES. Les bulletins du général Pershing sont muets.

L'AUTRE OFFENSIVE

Les raids de Gothas sur la région parisienne

DEUX AVIONS ALLEMANDS ABATTUS

Après une abstention qui dura exactement un mois et que suffit à expliquer l'activité ininterrompue et victorieuse des armées françaises, anglaises et américaines, les avions ennemis, de nouveau, ont effectué un raid sur la région parisienne. En vérité, ce fut là une attaque de grande envergure, minutieusement préparée et dirigée avec une méthode dont nos ennemis se sont fait une spécialité et dont ils célèbrent volontiers les résultats à l'égal d'une victoire militaire. Ils avaient donc plus que jamais des raisons de tenter contre Paris une vigoureuse attaque.

Au moment où à une série de succès intarissablement commentés succédait pour eux une série de défaites qui ne semble pas devoir bientôt finir, et dont les explications des communiqués de Berlin et des discours du kaiser et de ses ministres ne parvenaient pas à dissimuler l'exceptionnelle gravité, il était temps de reprendre les raids sur Paris, d'essayer de redresser le moral allemand par l'annonce bruyante d'une attaque aérienne, dont l'efficacité morale et matérielle ne peut manquer d'être une fois de plus considérablement exagérée. Y parviendront-ils ? C'est peu probable. En tout cas, les résultats des opérations actuellement en cours dans les secteurs du Chemin-des-Dames, de Saint-Quentin et de Saint-Mihiel ne tarderaient pas à troubler une aussi facile satisfaction.

Mais que penser de ceux qui, au moment même où ils donnaient une fois de plus la mesure de leur haine et de leur barbarie, nous adressaient de nouvelles propositions de paix, dans lesquelles ils protestent de leurs sentiments humanitaires. Nul n'a été dupe de ce subterfuge, de même que nul n'a été dupe de la moindre découragement dans la capitale quand les sirènes annoncèrent avant-hier soir que les Allemands allaient commettre de nouveaux crimes.

L'alerte

C'est à 1 h. 25 que la première alerte fut donnée. Plusieurs sirènes d'usine désignées par la préfecture de police fonctionnèrent pour la première fois en même temps que les sirènes fixes. Le résultat est satisfaisant, pour Paris, nous entendons. Il n'est pas de quartier qui ait eu, cette fois, à se plaindre de n'avoir pas entendu l'alerte ou d'avoir été prévenu trop tard. Il n'en est pas de même pour certaines agglomérations de la petite banlieue où le service d'alarme est assuré uniquement par les pompiers.

Les voitures de pompiers sont moins nombreuses que dans Paris. Or elles doivent circuler, dans un laps de temps relativement court, dans des localités très étendues. Il est donc indispensable qu'un autre mode d'avertissement vienne s'ajouter à celui dont on s'est contenté jusqu'à ce jour. Nous l'avons dit maintes fois. Nombreux sont ceux qui voudraient dès maintenant savoir que nous n'aurons pas à le répéter.

L'organisation des abris, dans Paris, laisse encore à désirer. Dans certaines rues les caves abris ne sont pas assez nettement désignées. Dans certaines stations de Métro où l'affluence est naturellement très grande au moment où l'alerte est donnée, le service d'ordre était assuré par un seul agent. Autant dire qu'il n'y avait pas de service et qu'il aurait pu n'y avoir pas d'ordre.

Quant à la question des abris dans la banlieue, elle est loin d'être résolue. Nous ne cessons donc de la poser. On ne peut prétendre que la cave d'une villa est un abri sûr, pas plus que celle des immeubles qui, dans la plupart de ces localités, ne présentent aucune solidité. Qu'attend-on pour creuser des tranchées-abris et pour désigner à la population les caves constituant une suffisante protection ?

Les deux avions abattus

Les tirs de barrage, rapidement déclenchés, ont atteint une violence à laquelle nous n'étions point encore accoutumés. A ce point de vue toutes les mesures nécessaires semblent avoir été prises. L'efficacité de ces tirs est d'ailleurs incontestable. Plusieurs avions, étroitement encadrés par les obus de notre D. C. A., furent contraints de faire demi-tour. L'un d'eux, ayant à bord un officier et deux hommes, fut abattu dans la région de Gonesse. Ce succès fut annoncé dans l'après-midi d'hier par le communiqué suivant :

Au cours du raid de la nuit dernière, un avion de bombardement allemand a été abattu par l'artillerie de la défense de Paris. Les débris de l'appareil, atteint par un obus de plein fouet, sont tombés près d'une localité de la banlieue nord. On a retrouvé les cadavres

res de l'officier et des deux hommes qui
étaient à bord.

L'officier, un lieutenant de cavalerie, s'ap-
pelaient Olearius. Il était accompagné d'un
soldat et d'un sous-officier. Ce dernier, dont
le cadavre a été retrouvé à une certaine dis-
tance de l'appareil, tenait dans la main droi-
te un billet de confession daté de samedi et
à gauche duquel le confesseur avait écrit :
« Reposera dans la paix du Seigneur. »

Un autre avion était abattu quelques mi-
nutes plus tard dans la région de Compiè-
gne. Ce second succès ne fut annoncé que
cette nuit, par le communiqué suivant :
« Un deuxième avion allemand a été abattu
par l'artillerie de la D. C. A. au cours du
raid sur Paris, dans la nuit du 15 au 16.
L'appareil est venu tomber en forêt de
Compiègne. »

Les victimes

Parmi les victimes du bombardement on
nous signale M. Antoine Troubat, sous-chef
à la questure du Sénat. Dès hier matin, M.
Antonin Dubost, président du Sénat ; M.
Ranson, questeur délégué ; M. Labrousse,
secrétaire général de la présidence, et M.
Hustin, secrétaire général de la questure,
ont été, à l'hôpital Buffon, saluer sa dé-
votion mortelle.

M. Troubat, né en 1875, était le fils de M.
Jules Troubat qui fut secrétaire de Sainte-
Beuve. Il avait été blessé à Cambrai, en sep-
tembre 1914.

Visites officielles

Le président de la République, accompa-
gné de M. Henri Rousselle, vice-président du
Conseil municipal ; de M. Autrand, préfet de
la Seine ; de M. Raux, préfet de police, s'est
rendu, hier, sur les lieux atteints par le bom-
bardement de la nuit précédente et a été,
dans les hôpitaux, saluer les victimes du
raid.

Recommandation en cas d'alerte

Le bureau du Conseil municipal, constan-
tant une fois de plus que toutes les person-
nes atteintes l'ont été sur la voie publique,
recommande instamment à la population,
tous les jours, de se rendre le plus rapide-
ment possible dans les abris dé-
signés.

Au Sénat

Cet après-midi, le Sénat tient sa séance
de rentrée.

On ne signale aucune demande d'interpel-
lation. Le premier projet inscrit à l'ordre du
jour est celui modifiant la législation des
pensions des armées de terre et de mer, dont
M. Chéron est le rapporteur.

L'expérience de L'ŒUVRE dans les divers restaurants

Nous arrêtons aujourd'hui la petite en-
quête expérimentale que nous avons faite
dans un certain nombre de restaurants de
Paris, et de laquelle nous avions dit par
avance que nous laisserions à nos lecteurs
le soin de tirer la conclusion.

Nous n'avons pas songé, on le pense
bien, à opérer une comparaison impossi-
ble — ce qui eût été sans intérêt — entre
les divers établissements que nous avons
fait visiter. Il est bien évident que, malgré
un certain parallélisme, les éléments des
« additions » que nous avons publiées ne
peuvent s'opposer équitablement les uns
aux autres. Il y a trop de différences de
qualité, de quantité, de service, de situa-
tion, etc.

Point n'était besoin de cette expé-
rience pour établir que la vie est chère... On
le savait parbleu bien ! Ce qui en ressort
à l'évidence c'est que la vie est trop chère,
ou, autrement dit, que les prix sont trop
élevés. Et sous ce rapport, les chiffres
que nous avons recueillis pour-
ront fournir à M. Boret sujet à utiles ré-
flexions.

Il en ressort que dans les restaurants
chics, les restaurants « pour Américains »
et pour « nouveaux riches », il faut dépen-
ser environ 70 francs pour deux repas par
jour — repas d'ailleurs modestes dans leur
composition, sans excès ni fantaisie !

Les restaurants dits populaires nous ont
demandé 6 fr. 15, 6 fr. 30 et 9 fr. 35 par
repas. On conviendra que c'est trop.

On n'en doit pas conclure — sauf d'évi-
dentes exceptions — que les restaurateurs
réalisent sur le public de trop consi-
dérables bénéfices, mais c'est l'illustration
de la thèse que nous avons soutenue ici,
à savoir : qu'en faisant payer des prix
élevés à leurs clients, les restaurateurs
sont, précisément par leur propre con-
science professionnelle, entraînés à payer
eux-mêmes des prix trop élevés, et qu'ainsi
ils concourent au renchérissement de la
vie au lieu de le combattre. Il y a dans
leur cas autant de la cause que de l'effet.

Le système du prix-fixe qui a été préco-
nisé à l'avantage de restreindre le gaspil-
lage des denrées et de mettre un frein au
renchérissement continu des prix. Il est
d'ailleurs le complément logique de la taxe
du produit à l'origine : car on ne com-
prendrait pas que le produit de consom-
mation taxé à la ferme ou à l'abattoir soit
échappé à la régulation générale au mo-
ment précis où il arrive dans l'assiette du
consommateur.

Telle est, pensons-nous, la conclusion
générale principale qu'on peut tirer de notre
petite enquête.

Les lecteurs de L'Œuvre, d'ailleurs, ap-
précieront.

A l'Hôtel de Ville

Nouvelles boucheries municipales

Quatre nouvelles boucheries municipales
seront ouvertes aujourd'hui 17 septembre à
Paris aux adresses suivantes :

12^e arrondissement, 172, faubourg Saint-
Antoine ; 16^e, 35, rue de Longchamp ; 18^e,
9, rue André-del-Sarte ; 19^e, 64, rue Ri-
quet.

Une retraite sûre

M. de Gallardo, juge d'instruction, faisait
rechercher un nommé Gaston Jacquot, in-
culpé de vol d'un sac de dépêches à la gare
de l'Est, dans la nuit du 23 au 24 juin. Cet
individu a été retrouvé à la Santé où il est
détenu pour l'assassinat de la rue Brey, qui
remonte à quelques temps.



Éloge de la violence

Lorsqu'il plaide aujourd'hui une affaire
de meurtre, ou de coups et blessures, l'av-
ocat ne manque pas de sortir un argument
d'un effet certain :

« Le ministère public affirme que mon
client est un violent... Eh oui, messieurs,
nous sommes un violent et nous nous en fa-
isons gloire. Car la violence, à l'heure ac-
tuelle, c'est l'héroïsme... On serait la Fran-
ce si les soldats français n'étaient pas des
violents ? »

Sur quoi, le président hoche la tête : il a
l'air de dire que ça n'est pas la même chose,
qu'il y a deux espèces d'hommes, les civils
et les militaires ; et qu'une vertu militaire,
transposée dans la vie civile, ne va pas sans
quelques petits inconvénients.

Mais l'avocat a raison : c'est la même
chose ; il n'y a qu'une espèce d'hommes. Du
moins, s'il y a deux espèces d'hommes, il y
a les doux et les violents ; et la violence
est souvent une vertu, dans la vie civile,
dans la vie privée comme dans la vie mili-
taire.

La langue anglaise emploie un seul mot
pour signifier « doux » et « imbécile » ; dans
la langue latine, « imbecilis » signifie,
étymologiquement, « qui est sans force ».

La violence n'est pas la force ; mais elle
est la manifestation de la force. La force
s'exprime par la violence ; et la violence
doit s'exprimer par un acte (fracture d'un
membre ou bris de carreau) ; si elle s'ex-
prime par de vaines paroles, des gestes en
l'air et des coups d'épée dans l'eau, elle est
méprisable, elle est ridicule, elle est une
preuve de faiblesse.

Avant, pendant et après le déluge, les
dieux ne se sont fait connaître aux hom-
mes que par des actes de violence. Les for-
ces de la nature ne procèdent que brutale-
ment. Et il y a aussi deux sortes d'animau-
x : ceux qui mangent les autres et ceux qui se
laissent manger : blâmons le loup, mais
n'envions pas le mouton.

La femme, être instinctif et religieux,
adore la force brutale ; elle méprise l'hom-
me doux : elle se prosterne devant le mâle
violent. Une fille envoyée à propos cimente
le bonheur d'un ménage mieux qu'un mil-
lion de baisers. Il y a deux Sganarelle dans
Molière : celui qui fut doux et qui fut aussi
ce que vous savez ; et Sganarelle le bûche-
ron, dont la femme était heureuse d'être
battue.

C'est par un premier acte de violence
que les peuples souverains prennent con-
science de leur force et possession de leurs
droits. Ils jettent par terre la Bastille ;
et puis ils essaient de continuer ; mais ils
se fatiguent vite...

Puisque Abel est mort sans postérité, ne
devons-nous pas nous montrer de dignes
fils de Caïn ?

G. DE LA FOUCHARDIÈRE.

On "œuvre"

Le Casino de Trouville avait été fermé
au mois d'août par mesure disciplinaire.
On y passait des nuits joyeuses, on y prati-
quait des ébats chorégraphiques que ré-
prouve la morale actuelle, on s'y offrait des
soustons anachroniques, en un mot, on ne
s'y embêtait pas : or, il faut s'embêter
pour tenir.

Le Bonhomme Normand nous donne
de curieux détails sur l'enquête adminis-
trative et policière qui précéda la ferme-
ture du Casino de Trouville. Pour se ren-
seigner sur des faits que tout le monde con-
naissait, le préfet se livra à des travaux di-

gnes de Sherlock Holmes et du 2^e bureau
Il envoya des agents camouflés en officiers
anglais, puis un commissaire central, qui
se fit passer pour... l'oncle de ces officiers.

Or, le Casino de Trouville ayant été fer-
mé par mesure disciplinaire, vient d'être
autorisé, par une mesure de clémence, à
faire sa réouverture.

Nous lui souhaitons une joyeuse fin de
saison. Mais nous conseillons aux soupou-
rs de se méfier un peu des officiers anglais
à l'accent suspect. Et si ces officiers anglais
présentent aux danseurs leur bon oncle de
Cabourg ou leur bonne tante de Cornevil-
le, soupoures et danseurs feront bien d'ou-
vrir l'œil, pour voir un peu si le bon on-
cle ne ressemble pas à M. Lugné-Poë, et la
bonne tante à Mlle Mistinguett.

La vocation du martyr

On mande de Moscou que près de vingt
soviets de Nicolas II parcourent actuelle-
ment la Russie, se disent échappés par mi-
racle aux assassins et préchant la guerre
sainte.

Il fallait s'y attendre. Le régime pro-
voque toujours des résurrections en masse.
Mais, pour ressusciter, les rois assassinés
ont généralement la patience d'attendre,
sinon les prodromes d'une restauration, du
moins la fin de la révolution.

Les vingt tsars qui parcourent actuelle-
ment la Russie semblent un peu pressés ;
ou alors, ils ont la vocation du martyr.
Car il faut réellement avoir envie de se
faire casser la figure pour réincarner Nico-
las II au pays des bolcheviks.

Humour anglais

Le Tits Bits nous conte l'histoire d'un
officier anglais qui se trouvait sur le front
lorsque sa femme, en Angleterre, donna le
jour à un bébé. La dame écrivit à son mari
pour l'informer de l'événement et lui de-
mander s'il pensait que la guerre finirait
bientôt.

Le mari répondit :

Chère Lucy,

Quand le Bébé sera enrôlé, n'oublie pas
de lui donner un paquet pour qu'il me
l'apporte.

Ton mari

BILL.

Tapage nocturne

Le plus grand régional de Bretagne nous
apitoie sur le sort des baigneurs attardés à
Dinard et que les chiens empêchent de dor-
mir.

DINARD. — Les chiens. — On nous écrit, au
nom d'un groupe de baigneurs dinardais,
pour se plaindre des aboiements nocturnes
des chiens, qui empêchent la population in-
dienne ou étrangère de dormir à loisir. Ces
chiens, nous fait-on remarquer, sont à leur
manière des embusqués et ils pourraient, au
front, rendre bien des services, au lieu de
nuire à la tranquillité de cette plage coquet-
te, où une police trop invisible assure à leurs
vociférations une déplorable impunité.

Evidemment, il faut envoyer les chiens
de Dinard sur le front, où leurs « vocifé-
rations » troubleront seulement le som-
meil des soldats... Et les soldats ont l'habi-
tude.

Le prix du sucre va être augmenté

Le décret du 3 juillet 1917 relatif à la
taxation du prix de vente du sucre en gros
avait décompté les frais de raffinage du su-
cre à 16 fr. 50 les 100 kilos.

Depuis cette date, les frais de raffinage
ont augmenté sensiblement, notamment en
raison des relèvements de salaires accor-
dés par les raffineurs à leur personnel.

Le ministre de l'agriculture et du ravi-
taillement a estimé, dans ces conditions,
qu'il convenait de relever l'écart de raffi-
nage de 3 fr. 50 par quintal, et de le porter
de 16 fr. 50 à 20 francs. En conséquence, un
décret paru aujourd'hui au Journal officiel
relève de 136 fr. 50 à 190 francs le prix de
vente en gros du quintal de sucre raffiné.

Montrez à vos voisins

M. Abel Ferry est mort

M. Abel Ferry, ancien sous-secrétaire
d'Etat et député des Vosges, a succom-
bé aux blessures qu'il avait reçues en
accomplissant, le 8 septembre dernier,
une mission qui lui avait été confiée
par la Commission de l'armée. On se
souvient que, étant en première ligne
et procédant à l'examen d'un engin
d'infanterie aux côtés de son collègue
le capitaine Dumesnil et d'un autre offi-
cier qui furent tués, M. Abel Ferry
avait reçu un éclat d'obus à la poitrine.
On avait pu croire que le jeune député
guérirait, mais la fièvre qui s'était dé-
clarée samedi n'a pu être maîtrisée.

M. Abel Ferry était un ami de L'Œu-
vre. C'est à elle qu'il apporta cet article
sur l'offensive du 16 avril qu'elle publia
le 12 juillet dernier et dont on parle
encore. La veille de son départ pour le
front, il était venu nous voir et nous
avait promis un second article... Hélas !
nous n'aurons pas à le publier.

La mort d'Abel Ferry dans l'accom-
plissement d'une mission parlemen-
taire aux armées fait justice des niaisé-
ries que certaine presse s'applique à ré-
pandre sur les députés. A l'estime géné-
rale qu'avaient valu à Abel Ferry sa
bravoure bien connue et son patriotisme
certain, s'étaient jointes, comme un
complément logique et nécessaire, les
injures de l'organe royaliste. Le 14 juil-

let, ce journal proposait de faire passer
Abel Ferry en conseil de guerre « pour
tendance à « affaiblir le moral de l'ar-
rière » — précisément à propos de son
article de L'Œuvre, et le 25 août, par la
plume de son directeur, ce même jour-
nal l'appelait « un des spécimens les
plus fatals de la Chambre périmée » et
parlait de ses « gaffes retentissantes ».

Ce « spécimen fatot » qui avait brava-
ment fait campagne au début de la
guerre retournait aux armées chaque
fois qu'il le pouvait ; et il y a trouvé la
mort glorieuse que l'on sait.

Le président de la République à Saint-Mihiel

M. Poincaré s'est rendu samedi dans
les régions illustrées par la récente offensive
américaine, pour rendre visite à la popu-
lation de Saint-Mihiel et des autres com-
munes libérées des départements de la
Meuse et de Meurthe-et-Moselle.

On sait que le président de la République
a été longtemps représentant au Parlement
de la région de Saint-Mihiel. Il était accom-
pagné de M. Lebrun, député de Meurthe-et-
Moselle, ministre du blocus et des régions
libérées, et de Mme Poincaré.

Le train présidentiel arriva samedi ma-
tin dans la gare ruinée de Sampigny, qui
fut, durant quatre ans, à quelques cen-
taines de mètres des lignes. De là, une auto-
mobile conduisit à Saint-Mihiel le pré-
sident, Mme Poincaré et M. Lebrun. Ils y
furent rejoints par le préfet de la Meuse, les
députés et sénateurs du département, et
M. le docteur Thiéry, maire de Saint-Mi-
hiel.

La réception faite par la population à M.
Poincaré et aux personnes qui l'accompa-
gnaient fut extrêmement émouvante. Le
président a parcouru à pied, pendant plu-
sieurs heures, la ville abondamment pa-
voisée. Des jeunes filles ont apporté à Mme
Poincaré des gerbes de fleurs cueillies dans
les champs, avec des paroles simples et
touchantes.

Le président, qui conversait familiè-
rement avec les habitants, leur raconta qu'il
était venu plusieurs fois dans les premiè-
res lignes françaises pour apercevoir la
ville occupée par l'ennemi. Le roi des Bel-
ges l'accompagna un jour dans les bois de
Malin, bois d'où ils purent distinguer faci-
lement les soldats allemands circulant dans
les rues.

Le président et Mme Poincaré ont visité
l'hôpital et distribué des secours.

L'après-midi, le président et Mme Poin-
caré se sont rendus à Commercy, dont la

population a été très éprouvée par de nom-
breux bombardements ; puis ils sont allés
saluer au cimetière militaire de Mariotte
les tombes des soldats français morts au
bois d'Ailly.

Dans la journée de dimanche, le général
Pershing, ayant rendu visite au président
et à Mme Poincaré, parcourut en leur com-
pagnie les communes désertées de la ré-
gion. Le commandant en chef américain
fut reconnu par les braves gens encore cam-
pés dans les ruines de leurs maisons, qui
vinrent le remercier avec effusion.

Le ministre des régions libérées s'est en-
quis des besoins les plus urgents de ces po-
pulations, afin qu'il y soit pourvu de toute
urgence. Mme Poincaré a distribué des se-
cours.

Le président et le ministre se sont en-
suite rendus à Pont-à-Mousson, où ils ont
assisté au tir de pièces allemandes prises
par les Américains et servies par des ar-
tilleurs français, ainsi qu'à Thiaucourt, où
un butin de guerre considérable a été aban-
donné par l'ennemi.

Dans la soirée, le président et M. Lebrun
ont visité, près de Toul, un camp où des
réfugiés de Thiaucourt et des communes de
la Woëvre ont été installés.

Le président est revenu prendre son train
à Commercy, au moment précis où des
avions allemands bombardèrent la ville,
avec peu de succès d'ailleurs. Il est resté
à Paris hier matin, ainsi que le ministre du
blocus.

PRÉCISIONS

Deux lecteurs m'assurent que la Société
de constructions mécaniques de Mulhouse
est bien alsacienne. Et, d'autre part, son
administrateur délégué nous écrit :

Au moment de la déclaration de guerre, son
conseil de surveillance était composé de 6 Fran-
çais, 1 Alsacien, 1 Suisse. Son capital était de
13.500.000 francs (soit 10.800.000 marks). Ce ca-
pital se composait de 70 0/0 de capitaux fran-
çais. Enfin, la société a été mise sous séquestre
par les Allemands dès 1915 parce que la ma-
jorité de ses actions était possédée par des Fran-
çais.

Dont acte. Mais je lis dans le Bolin que
la dite société alsacienne fabriquait des « lo-
comotives, tenders et matériel de chemins de
fer ». Pour quels chemins de fer ? Des chan-
dières pour les bateaux. Quels bateaux ? Des
machines-outils pour l'artillerie et la ma-
rine. Quelle artillerie ? Quelle marine ?

Bien entendu je ne pose ces questions que
pour expliquer une méprise bien naturelle.
Reste la question des machines rotatives
que « plaçait » en France M. Fouré, la seu-
le qui m'importe. Ne s'agissait-il pas de l'ex-
ploitation d'un brevet allemand ? — G. T.

ON NOUS ÉCRIT :

Les "agentes" des Maggi

Monsieur Téry,

Lectrice assidue de L'Œuvre et tout à fait in-
dépendante de la Société dont je désire vous
entretenir, permettez-moi d'appeler votre at-
tention sur la situation très précaire des femmes
qui y sont employées.

Obligées d'être à leur dépôt le matin à 5 h. 1/2
jusqu'à 11 h. 1/2 et le soir de 5 à 7 h., ce qui
fait 8 heures de présence, elles ont pour tout
salaire 6 francs par jour, aucune indemnité
de vie chère. Est-ce avec cela qu'une femme
peut vivre en ce moment ? La Société invoque
pour motif qu'ayant quelques heures de liberté
dans la journée ces femmes peuvent entre-
prendre un petit travail chez elles, ce qui aug-
menterait leurs ressources. Mais faut-il qu'elles
gagnent 1 ou 1 fr. 50 dans leur après-midi et
qu'elles en donnent le double pour faire entre-
tenir leur ménage, blanchissage, raccommoda-
ge, etc. ?

Avant la guerre, ladite Société payait une
commission à chaque gerante, sur la vente des
produits, ce qui pour certaines doublait pres-
que leur mois, mais depuis la guerre tout est
supprimé ; pourtant, quand il y a lieu d'aug-
menter les prix de vente, la Société n'hésite pas
et les prix sont les mêmes pour les employées
que pour les autres clients.

Voilà, monsieur le Directeur, ce que je vou-
lais vous signaler, espérant et comptant que si
vous pouvez quelque chose pour ces malheureu-
ses femmes, vous n'hésitez pas à le faire. Il
s'agit ici de la Société laitière Maggi. — X.

MOTOCULTURE

Les établissements Ch. Blum et Cie présentent
2 charrettes automobiles Tourand-Latit, 3 et 5 sons
à la Démonstration Internationale de Motocul-
ture organisée par la Chambre Syndicale de Mo-
toculture, les 19, 20, 21, 22 septembre, à La Ver-
rière. Train spécial, départ gare Montparnasse,
8 h. 5. S'adresser pour tous renseignements, 8,
quai Gallieni, à Suresnes.

CITATIONS

Le lieutenant-colonel Guitry, comman-
dant le 3^e d'infanterie, cité à l'ordre du ré-
giment le sergent de Bonnelot de Varinay,
de la 3^e compagnie : « Sous-officier énergi-
que et brave, a fait preuve des plus belles
qualités en maintenant l'équipe de combat
qu'il commandait, sous un feu violent, jus-
qu'au complet épuisement de ses munitions.
Blessé, n'a gagné le poste de secours qu'a-
près avoir rendu compte à son chef de sec-
tion de l'exécution de sa mission. »

C'est la troisième citation et la deuxième
blessure de ce brillant sous-officier.

AU PALAIS

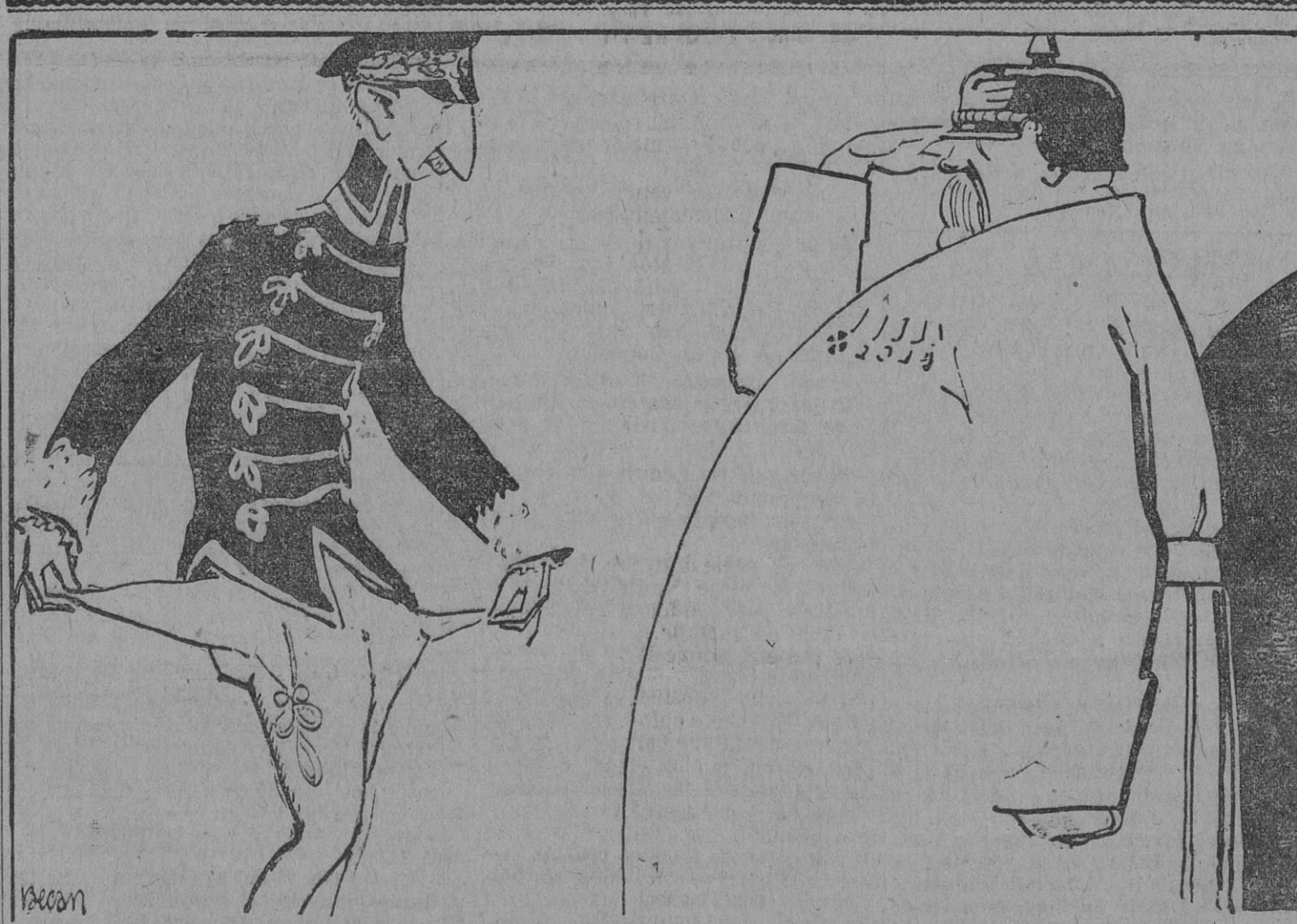
L'AFFAIRE DE CORRUPTION en matière d'aviation militaire est renvoyée...

Ainsi qu'il était gisé de le prévoir, le 2^e
conseil de guerre a prononcé le renvoi de
l'affaire de corruption en matière de fourni-
tures pour l'aviation militaire qui est venue
hier devant lui.

Des huit accusés, quatre étaient absents,
notamment M. Georges Unné, sous-directeur
de la maison Samson, lequel est en mis-
sion en Amérique. A ce sujet, le comman-
dant Montel, commissaire du gouvernement,
a fait remarquer que la mission confiée à
l'accusé avait été révoquée.

Le commandant Montel a, du reste, dé-
mandé au conseil de disjoindre l'affaire en
ce qui concerne les quatre accusés absents.
Mais leurs avocats ont vigoureusement com-
battu la thèse soutenue par le commissaire
du gouvernement et le conseil de guerre leur
a donné gain de cause.

L'affaire reviendra à une date qui sera
ultérieurement fixée.



— Altesse, prêtez-nous quelques divisions pour arrêter les Américains.
— Impossible, je suis « foché » !

LA VIE UNIVERSITAIRE

Indemnités et traitements

On annonce une révision prochaine du système des indemnités accordées aux fonctionnaires et agents de l'Etat pour leur permettre de faire face à la cherté croissante de la vie et de supporter leurs charges de famille. Il est très certain que les sommes actuellement attribuées à ce double titre sont ridiculement insuffisantes ; elles sont inférieures de près de moitié à celles que la plupart des administrations privées se sont vues obligées d'accorder à leur personnel non spécialisé, sous peine de ne pouvoir le recruter ni même le conserver. D'autre part, toutes les catégories de fonctionnaires ont protesté contre la fixation d'un chiffre supérieur de traitements limitant le droit aux diverses indemnités. Le projet de loi qu'on nous annonce supprime cette limitation en ce qui concerne l'indemnité pour charges de famille en même temps qu'elle élève dans une très appréciable mesure le chiffre limite pour la nouvelle indemnité de vie chère qu'elle institue.

La réglementation nouvelle semble donc accorder, sur ces points précis, une satisfaction partielle aux réclamations des fonctionnaires. Et cependant, on ne saurait dire qu'elle ait été bien accueillie. Elle a soulevé, au contraire, d'assez vives critiques. Elle ne remplit, il est vrai, pas exactement le programme tracé par la Fédération des fonctionnaires, et qui comporte le relèvement à 5 francs par jour, pour tous les agents de l'Etat sans distinction, de l'indemnité de vie chère, et la fixation à 1 franc par jour et par enfant de l'allocation pour charges de famille. Il est donc naturel que ces organisations de fonctionnaires s'efforcent, avant le vote du Parlement, de rappeler que leurs revendications avaient été déterminées dans un esprit de modération extrême, pour répondre à des promesses de réalisation intégrale, et qu'elles sont un minimum sur lequel aucune compression n'est possible, les difficultés d'existence s'accroissant de jour en jour. Mais il y a autre chose, et dans l'enseignement en particulier, tout projet comportant un remaniement des diverses indemnités eût sans doute été accueilli avec le même esprit d'inquiétude et de défiance.

Il va sans dire qu'il n'existe aucune liaison entre le nouveau projet de relèvement des allocations et les engagements pris par l'administration supérieure en ce qui concerne une réfection totale du système des traitements. Le premier ne saurait être qu'un palliatif, d'une efficacité restreinte et provisoire ; il laisse entières la presque totalité des raisons qui nécessitent et rendent urgente la refonte d'ensemble étudiée, promise, attendue, attendue depuis trop longtemps déjà : quatre mois déjà passés depuis le Congrès du lycée Lakanal, quel progrès a-t-on fait vers la réalisation ? On nous avait dit que le ministre attendait seulement que les diverses catégories intéressées eussent élaboré un projet d'ensemble, cohérent dans toutes ses parties, et donnant satisfaction à chacune d'elles. Elles l'ont fait ; ce projet fut mis sur pied, discuté, voté à Lakanal. Faut-il si longtemps à l'administration pour l'étudier ? Toutes les questions qu'il comporte lui sont depuis longtemps familières. L'économie en est d'ailleurs parfaitement simple, les répercussions financières faciles à calculer ; mieux encore la nécessité en est absolument flagrante, et l'efficacité, au moins relative, en est certaine. Pourquoi donc ne voyons-nous rien venir ? Voilà le projet de loi qu'il nous faut, et nul autre.

Des allocations provisoires peuvent aider à vivre durant quelques mois des

fonctionnaires insuffisamment appointés ; elles ne sauraient remédier à l'inconvénient essentiel pour l'avenir de cette insuffisance : l'arrêt du recrutement. Ce n'est pas en accordant des indemnités temporaires et révocables qu'on décidera nos jeunes étudiants à revenir dans nos facultés des lettres et des sciences, à négliger les carrières plus faciles et plus rémunératrices que leur offriront les affaires. Il sera trop tard, même, à l'issue de la guerre, pour instituer un nouvel état de choses capable de les convaincre. Ils se décideront à ce moment-là d'après des certitudes, et non d'après des promesses et des espoirs. S'ils n'ont pas été bien convaincus dès avant leur retour « qu'on gagne sa vie dans l'Université », ils auront formé le projet d'aller la gagner ailleurs ; ils seront perdus pour l'enseignement.

A bien y réfléchir, d'ailleurs, ces indemnités de vie chère, pour des fonctionnaires de carrière, ayant un statut défini et permanent, ne sauraient se justifier que comme un expédient provisoire à régulariser au plus tôt par une modification définitive du dit statut. En sommes-nous encore là après quatre ans de guerre et d'ascension continue du coût de la vie ? Est-ce donc que l'on considère cette ascension comme un phénomène transitoire, une crise qui se dénouera d'elle-même au jour de la signature de la paix ? Il le semble bien, puisque le projet de loi du ministère des finances impose aux dépenses de guerre la nouvelle indemnité de vie chère de 2 francs. De sorte qu'elle disparaîtra automatiquement avec le dernier jour des hostilités. Pense-t-on que l'avènement de la paix, entre autres joies que nous en pouvons attendre, nous apportera d'un jour à l'autre, avec cette précision mathématiquement déterminée, l'abondance des denrées, la facilité des transports, la répression des spéculateurs, la disparition enfin de toutes les causes de vie chère ?

Un optimisme à ce point candide est peu vraisemblable. Il n'est pas besoin d'être un économiste très averti pour penser qu'au contraire la démobilisation s'accompagnera de difficultés graves, qu'elle sera elle-même une crise, dont les conséquences s'étendront sur un laps de temps qu'il est impossible de déterminer par avance. Veut-on que ces difficultés coïncident avec un affaiblissement brusque, mécanique, impitoyable comme un déclin de machine, des ressources que l'Etat a consenties à ses fonctionnaires ? Ce serait d'autant plus dangereux qu'à ce moment précis, il devra leur demander un surcroît d'efforts nécessaire pour le retour au régime normal aggravé de mille difficultés.

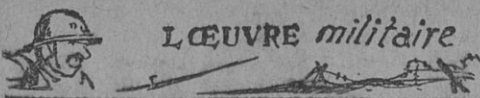
Les indemnités de vie chère ont été accordées tardivement ; elles n'ont suivi que par secousses péniblement déclenchées l'ascension ininterrompue des prix. Faudra-t-il qu'elles disparaissent avant que le jeu des lois économiques les aient rendues superflues ? Et même ce jour viendra-t-il jamais ? La diminution de la valeur d'achat de l'argent est un phénomène constant dont le cours présente des accélérations brusques, mais peu de retours en arrière. La vie restera très chère ; avec ou sans indemnités, il faudra que les professeurs y puissent pourvoir ; sinon l'Université ne trouvera plus de professeurs ; et, donc, elle mourra. Nous l'avons déjà dit ; nous le répèterons à nouveau : là est la question, et nulle part ailleurs.

Un Universitaire

BICHARA. — Parfir, Syrien, 10, Ch. d'Antin, Paris envoie contre mandat de 17 f. 60 (taxe comprise) 6 échant. de ses envois par lums : Nirvana, Yavahna, Sakountala, Ambre, Chypre, Rose de Syrie.

Elèves aspirants - Grandes écoles

On peut se préparer chez soi aux examens d'Elève-Aspirant de toutes armes ainsi qu'à toutes les Grandes Ecoles en suivant les cours par correspondance de l'Ecole Universelle, 10, rue Chardin, Paris. Milliers de succès. Brochure n° 92 franco.



La répartition des classes

Le tableau de répartition des classes, à dater du 1^{er} octobre 1918, s'établit comme suit :

Armée active. — Classes 1917, 1918, et par appel anticipé, classe 1919.

Réserva de l'armée active. — Classes 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916.

Armée territoriale. — Classes 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904.

Réserva de l'armée territoriale. — Classes 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, et à titre exceptionnel, classes 1887, 1888, 1889, 1890, 1891. (Officiel.)

L'Officier de service

LE CHÈQUE POSTAL n'aura jamais trop de succès

L'Œuvre a toujours montré qu'elle était amie du progrès, pas amie platonique, mais amie agissante et que rien de ce qui peut améliorer nos méthodes ne saurait la laisser indifférente.

Aussi a-t-elle applaudi à la création des chèques postaux, ne se permettant qu'une critique sur l'insuffisance des bureaux prévus pour ce service.

Bien entendu l'Œuvre s'est fait ouvrir un des premiers comptes-courants : au lieu de toucher chaque jour au bureau postal les mandats et recouvrements qui lui sont adressés, elle les envoie chaque jour au bureau des chèques de la rue Saint-Roch, et jusqu'à ces jours derniers, elle recevait, le lendemain, l'avis de crédit du montant de ces valeurs.

Mais depuis deux jours, il n'en est plus ainsi, et la caissière de l'Œuvre, inquiète de n'avoir pas reçu l'avis de crédit des mandats envoyés, a été demander des explications au bureau des chèques. Là, on a dû lui avouer que ce service s'était développé au-delà de toutes les espérances, que le personnel trop restreint était débordé et ne pouvait arriver à effectuer les opérations quotidiennes.

Il va de soi que de nouveaux dépôts venant s'ajouter chaque jour à ceux qui existent déjà, « l'embouteillage » ne va faire que croître et embellir et encore une fois l'imprévoyance de notre administration va mettre en péril un service aussi intéressant pour les finances de l'Etat que commode pour les particuliers.

Il faut remédier sans délai à cette situation, ou il sera trop tard et le public sera dégoûté de ce nouveau service avant d'en avoir saisi tous les avantages.

Il faut d'ailleurs ajouter que cette création des chèques postaux ne semble pas avoir été bien accueillie par tous.

Notre administrateur ayant voulu faire un virement de son compte-courant postal à la banque, où nous déposons nos fonds, a demandé au directeur de cette succursale le n° de son compte-courant postal. On lui a répondu que sa banque n'en avait pas ; étonné de cette réponse, il a voulu qu'elle lui fût confirmée par le bureau des chèques, et là, il a appris que cette banque n'avait pas seulement un compte-courant, mais qu'elle en avait deux, portant les numéros 946 et 947.

Il faut donc effectuer un virement au compte de cette banque qui, espère-t-il, voudra bien accepter ce dépôt de fonds, bien qu'il lui arrive par le canal des chèques postaux.

Demandez à L'ŒUVRE et partout :

Le Bottin de la diffamation

Petits morceaux DE LÉON DAUDET ET CHARLES MAURRAS Choisis par GUSTAVE TÉRY

LES ALLEMANDS CHEZ NOUS

par Gustave Téry. En vente à L'ŒUVRE : 4 francs

L'ŒUVRE des Autres

LA NOTE AUTRICHIENNE

« Ce n'est pas une note austro-allemande, crie à tous les échos le gouvernement de Berlin, c'est une note autrichienne. » D'accord, mais qu'est-ce à dire ? L'Allemagne approuve-t-elle ou désavoue-t-elle la note de Vienne ? Tout est là. Quant à la question de savoir si cette note constitue une offensive de paix, ou, comme l'écrit M. Auguste Gauvain dans les Débats, un cri de détresse, cela est secondaire. Mais il n'est pas sans importance de mettre en lumière la distance qui sépare la note du discours de von Payer :

Quant au fond, la note Burian diffère essentiellement du récent discours de M. de Payer. Le vice-chancelier allemand a déclaré que la paix devait être faite avec les concours des peuples, que les gouvernements ne pourraient élaborer « qu'en accord avec les États belligérants » à une discussion confidentielle et qui ne les lierait pas ». Il insiste sur ce point à la fin de la note : il déclare que les délégués des États belligérants auront pour mission « d'entamer une conversation d'un caractère confidentiel et non obligatoire sur les principes fondamentaux d'une paix à conclure ». La méthode Payer : elle est calquée sur la méthode du « petit cercle » préconisée naguère par le comte Hertling. Elle n'a pas pour objet la conclusion de la paix : les délégués, qu'il serait difficile de qualifier de plénipotentiaires, auraient seulement à échanger des idées, « à se communiquer réciproquement les vues de leurs gouvernements sur les principes fondamentaux de la future paix, et de se renseigner mutuellement, avec toute liberté et franchise, sur les points qui demanderaient à être précisés ». Pendant ces conversations, la note du 15 septembre est une nouvelle édition, amplifiée, du discours prononcé par le comte Burian, le 9 septembre, au banquet de la presse viennoise : il s'agit toujours de provoquer entre les belligérants « un calme échange de vues ».

Pour toutes sortes de raisons, Burian sait très bien que sa proposition n'a aucune chance de succès. Pourquoi donc l'a-t-il lancée ?

Parce que la monarchie habsbourgeoise tombe en déliquescence, qu'elle est virtuellement démembrée, et que l'empereur Charles, exécutivement préoccupe de sauver sa dynastie, se raccroche à la seule planche de salut qui lui reste. La note du 15 est surtout destinée à conjurer les effets de la reconnaissance des Tcheco-Slovaques, des Yougoslaves et des Polonais par plusieurs des puissances alliées. Comme nous l'avons indiqué précédemment, elle équivaut à une déclaration de démembrement de l'Autriche-Hongrie ou, si l'on préfère, de transformation de cet Etat en une série d'Etats indépendants unis ou non en une Confédération qui pourrait comprendre aussi des territoires non compris dans la monarchie actuelle. Elle implique l'engagement de ne pas traiter avec le gouvernement de Vienne à l'insu et sans le concours des représentants des futurs Etats reconnus d'avance. Les ministres habsbourgeois le savent ou s'en doutent. C'est pourquoi ils invitent les Alliés à renier en fait leurs engagements et à détruire, par leur déloyauté consciente ou inconsciente, l'impression produite en Autriche-Hongrie par la reconnaissance récente des Tcheco-Slovaques et des Yougoslaves, impression qui est encore plus forte si l'Italie s'était jointe à la France, à l'Angleterre et aux Etats-Unis.

Les Alliés, conclut le rédacteur des Débats, ont une réponse très simple à faire : C'est de publier une déclaration commune sur la reconnaissance des Tcheco-Slovaques et des Yougoslaves, héritiers de l'Autriche-Hongrie par la reconnaissance récente des Tcheco-Slovaques et des Yougoslaves, impression qui est encore plus forte si l'Italie s'était jointe à la France, à l'Angleterre et aux Etats-Unis.

Toute une colonne du Temps est consacrée à nous démontrer que la manœuvre actuelle n'est pas nouvelle, qu'elle a des précédents, et que ces précédents sont propres à nous mettre en méfiance. Bon, mais que faire, au gré du Temps ?

Nous ne nous laisserons pas entraîner dans la discussion que l'ennemi cherche avec tant d'insistance et avec si peu de bonne foi. Quelles que soient nos paroles, les gouvernements de Berlin et de Vienne en tireraient prétexte pour dénoncer nos prétendues ambitions, pour nier leurs responsabilités, pour prêcher à leurs peuples l'union sacrée et la guerre à outrance. A quoi servirait d'ailleurs, de discuter avec le comte Hertling ou avec le comte Burian ? Ils ne sont que les instruments de la dictature militaire qui siège au quartier général de Guillaume II. Ce n'est pas par ces figurants, ni par ces moyens, que la paix se fera.

"Made in Germany"

M. Léon Bailby (Intransigeant) a trouvé cette formule pour qualifier la note autrichienne. Elle l'eût dispensé d'en dire plus

long, à défaut des observations suivantes dont la justesse n'est pas contestable :

Il y a quelque chose de plus révoltant sans doute que l'obscurité de ce document, c'est son hypocrisie. L'ennemi s'y apitoie sur les malheurs de cette terrible guerre. « Toute continuation de la guerre sanglante doit transformer l'Europe en ruines... »

Cela est bon à dire, en vérité, au lendemain d'une retraite allemande qui a ruiné pour cinquante ans tous les territoires français qu'elle a évacués. Oui, les régions les plus riches de la France auront été dévastées, pillées, systématiquement brûlées, ruinées jusque dans leurs arbres à fruits, et leur terre arable. Cela c'était la guerre d'hier. Pas un mot n'est dit par l'Autriche sur les réparations qu'elle nous doit, pour cela, elle et ses complices. Mais que nous portions demain la guerre en terre allemande pour lui rendre la dixième des tortures qu'elle nous infligea, voilà ce que l'ennemi ne saurait concevoir, voilà ce qu'il ne peut accepter.

Non, une guerre qui s'arrêterait au bord des réparations nécessaires et justes rendrait vains nos lourds sacrifices. Sans doute, il faudra parler de paix, d'une paix durable. Mais j'ai idée qu'on en parlera un jour, plus utilement, peut-être, et à voix haute suivant le conseil de M. Wilson. Car les Alliés n'ont rien à cacher.

Le point de vue de M. Marcel Cachin, dans l'Œuvre, est un peu plus embarrassé. Le distingué député socialiste reconnaît d'abord qu'accepter la proposition autrichienne c'est aliéner notre liberté d'action militaire au moment où nous en usons de la manière la plus satisfaisante :

Si nous acceptons la proposition autrichienne, nous aliéons évidemment notre liberté d'action militaire.

La guerre continuera, dit la note, pendant que les représentants des gouvernements belligérants converseront en pays neutre. L'action militaire se poursuivra, mais qu'on le veuille ou non, dans d'autres conditions. Et les espoirs de succès des armées alliées seront affaiblis.

LA PRESSE ET LA CALOMNIE

Les méfaits continus des journaux abjects ont amené quelques députés, parmi lesquels M. Bon, à demander une loi pour la répression efficace de la calomnie.

Dans la Vérité, M. Paul-Meurier remarque excellemment la :

L'expérience de la loi de 1881 et la pratique actuelle de nos cours d'assises et de nos tribunaux nous démontrent hélas ! que rien ne peut plus arrêter maintenant les excès de la diffamation.

La plupart des Français calomniés renoncent à poursuivre leurs calomniateurs.

Et ceux qui d'ailleurs ont eu le courage de s'engager dans une procédure de réparation judiciaire regrettent bien vite leur témérité : ou bien les tribunaux acquiescent leur adversaire ; ou bien ils le condamnent à une peine dérisoire. Dans tous les cas, la victime est obligée de subir, en pleine audience publique, des injures et des calomnies nouvelles pires que toutes celles dont elle a eu l'imprudence de demander justice.

Ces mœurs abominables discréditent la presse française.

Les journaux ont, sans doute, la charge de renseigner et d'éclairer l'opinion publique, en toutes choses. C'est une tâche assez belle et assez vaste pour que d'honnêtes gens puissent s'en contenter.

Rien, je le reconnais, ne doit arrêter leur mission de contrôle, d'examen, de critique, dans tous les domaines de l'activité nationale.

Rien, si ce n'est d'abord l'obligation stricte de respecter la vie privée des citoyens, ensuite le devoir impérieux de ne jamais salir par une imputation fautive, par une accusation mensongère l'honneur d'un Français, fût-il investi d'une fonction ou d'un mandat public.

S'il y a vraiment des journaux qui vivent de la calomnie quotidienne et du chantage éhonté, s'il y a des journalistes qui prétendent abaisser notre profession à ce rôle ignoble et odieux, il faut que la presse loyale et probe soit unanime pour réclamer elle-même contre tous ceux qui si gravement la compromettent, les sanctions, pénales, rapides et sérieuses, qui font présentement défaut.

L'Apprenti

Un coup de baguette de fée

LES GRANDS MAGASINS DUFAYEL

PALAIS DE LA NOUVEAUTÉ

sont ouverts

et aujourd'hui 2^{me} Mardi

sensationnelle mise en vente

DE SOLDES

Feuilleton de L'ŒUVRE du mardi 17 septembre 1918. — N° 1

LE TEMPS PERDU

(Scènes de la vie de Montmartre) par FRANCIS CARCO

Première partie CHAPITRE PREMIER

Il n'y avait pas deux Prosper, à Montmartre, cela eût été trop beau. Qui n'a connu — dans le haut de la rue Ravignan — le comptoir où trônait ce gros homme, et trouvé dans son bar l'accueil décent et familier auquel prétend sans vergogne le génie méconnu ? La joie de cet honnête débitant, depuis que sa femme l'avait quitté pour un vulgaire prix de Rome, était de recevoir les artistes... Il ne marchandait pas. Il comprenait la reconnaissance à sa manière et, encore qu'il ne dût pas son malheur aux neuf Muses à la fois, Prosper versait à boire à quiconque faisait chez lui profession d'aimer les Arts et de les servir.

Mais Prosper n'était pas un bistrot débonnaire pour le plaisir d'offrir à de jeunes esthètes assoiffés d'idéal d'incompréhensibles tournées. Au contact de ses clients, Prosper s'instruisait. S'il ne parlait pas de la Beauté, comme on l'entend dans les livres, c'est qu'on avait

tant de fois épuisé devant lui la question, en vidant des bocks, qu'il n'avait plus aucune conviction.

— Ça vous amuse, vous, la Beauté ? demandait-il cependant, ce soir-là, au poète Coquelet dont les yeux sombres n'avaient pas de regard.

— Ne t'agite pas...

— La Beauté ! soupire le gros homme. Ah ! Monsieur Coquelet... je vais vous dire une chose que je n'ai dite à personne... eh bien ! je n'y crois pas, moi !

— Elle existe, répondit doucement le poète.

— Mais à quoi sert-elle ?

Coquelet vida son petit verre d'alcool. Derrière les vitres du bar, la rue plongeait dans le brouillard.

— Il fait froid, constata-t-il.

Les deux hommes se regardèrent.

— Oh ! reprenait Prosper, ce n'est pas le talent qui vous manque, ni l'instruction, Monsieur Coquelet... Comment voulez-vous alors que je sache ?...

— On ne peut pas.

— Ah ?

— Et puis, est-ce qu'on a jamais su !

Appuyé au zinc, le col de son vieux veston remonté jusqu'aux oreilles, Coquelet fumait rêveusement une pipe d'un sou. Sa figure jeune et fatiguée n'était pas laide. Il hochait la tête.

— Pourquoi parler de ça, Prosper ?

— Ma foi !... Mais de vous regarder, si pale, si tourmenté, Monsieur Coquelet, dans votre paletot en plein mois de novembre... l'idée m'est venue... Vous ne ressemblez pas aux autres de ces Messieurs... On le voit vite. Les autres parlent tout le temps... Et vous ne dites

rien, vous fumez votre pipe en réfléchissant. N'est-ce pas, cela peut faire croire que vous êtes malheureux... de savoir trop de choses ?

— Irène n'est pas venue ? s'inquiéta le poète après un moment de silence.

— Je ne l'ai pas vue de tout le tantôt et voilà qu'il est bientôt neuf heures, dans dix minutes... Ah ! on peut dire qu'elle est gentille votre amie, bonne, aimable, toujours bien mise... Avez-vous diné, Monsieur Coquelet ?

— Merci, Prosper... C'est le froid, vois-tu qui m'a fait descendre. La carter n'est pas chaude... Allons... je m'en vais.

— Encore un petit coup de marc ?

— Non, merci bien.

— Bonsoir, Monsieur Coquelet.

— Bonsoir.

Dehors, le poète tournait à gauche, traversait la place Emile-Goudeau et grimpait le petit raidillon qui conduisait au sommet de la Butte.

— A présent, songeait-il, elle ne reviendra plus.

Il allait, sans appétit, la pipe à la bouche et les mains enfoncées dans les poches de son mince pantalon. Ce n'était pas le froid qui lui vidait la tête et les jambes, mais la peur de ne pas trouver Irène où il la cherchait...

Irène avait pourtant fait son possible pour demeurer ce qu'elle croient être toutes, la Muse et la confidente du poète. Coquelet avait horreur de ces piâseries. Irène, pour lui, n'était qu'une jolie fille, blonde, bien faite, facile à émouvoir. Cela suffisait. Et c'est justement à cause de cela qu'il errait ce soir

à travers Montmartre comme le triste amoureux des chansons.

Il ne s'étaient pas disputés. Mais cela durait depuis si longtemps et la vie n'était plus possible. Ils n'avaient plus d'argent ou si peu.

Irène affirmait :

— Je finirai par ne plus revenir.

— Non, non ! disait-il, tu ne ferais pas une chose pareille !

— Tu verras.

— Irène !

Ils s'embrassaient. Elle le quittait le soir pour rentrer la nuit et le lendemain, c'était la même scène... Il y avait des jours où elle paraissait insensible aux caresses du poète.

— Tu m'as trompé ? demandait-il.

— Je ne reviendrai plus... Es-tu bête ? Tu ne veux pas comprendre.

— A quoi bon ! songeait le poète.

Et, ce matin, Irène avait dit avec une étrange insistance :

— Adieu ! Adieu !

Il n'avait pas cru d'abord que c'était vrai.

— Il fait trop froid chez toi, je suis glacée, mon chéri... Quand te décideras-tu à acheter un petit poêle ?

Elle avait répété, en faisant un léger mouvement de la tête :

— Adieu ! Nous ne nous reverrons peut-être jamais plus.

Coquelet ne l'avait pas retenue... Il était onze heures. Puis il s'était levé et habillé, il avait essayé de travailler toute la journée, comme si elle allait revenir, et à la nuit il était descendu chez Prosper.

... Grelottant, maintenant et la pipe éteinte, le poète aui, vainement jusqu'à

minuit, avait cherché son amie dans les bars, s'arrêta de nouveau chez Prosper et commandait à boire. Ses camarades l'accueillirent.

— Assieds-toi.

— Tu n'as plus de tabac ?

— Voilà du tabac, Coquelet.

— Ah ! mon pauvre vieux... mon pauvre vieux... Crois-tu que Brisset...

— Je sais très bien ce que j'avance, dit Brisset, qu'on appelle le mathématicien, et je le répète. Du moment que les cubistes veulent se servir de la couleur, ils sont perdus.

Il posa sur la table, devant lui, son chapeau. C'était un haut de forme que les bords lâchaient presque. Brisset le considérait.

— Hein ! des peintres, raillait Dingo-Dublin... Direz cela des peintres !... C'est monstrueux... Moi, qui suis cubiste, la couleur...

— Ça n'existe pas, trancha le mathématicien, la couleur... (il caressait le poil usé de son gibus). Et puis, affirmait-il en frappant sur la table, je m'en fous... Des gris, des ombres... il faut dessiner...

— Dessiner quoi ? riposta le cubiste en ôtant sa pipe de la bouche.

— Vous ne voulez pas dessiner, c'est un principe. Vous faites les malins parce que...

— Pardon, intervint poliment Prosper... Vous parlez tout à l'heure des négros. Vous leur trouvez donc du talent à vos négros ?

— Le seul ! affirma sans broncher Pierre-Pau, l'humoriste.

Dingo-Dublin renchérit.

(A suivre.)



L'OFFENSIVE PACIFISTE

L'ALLEMAGNE NIE EN VAIN SA COLLABORATION à la note autrichienne

Le gouvernement austro-hongrois s'est donné beaucoup de peine — et bien inutilement — pour déguiser la complicité de ses alliés dans sa manœuvre pacifiste. Il se contente de dire que « le constant et étroit accord qui existe entre les puissances de la Quadruple alliance a permis de penser que les alliés de l'Autriche-Hongrie partagent ses vues ». Mais, avec une malice cousue de fil blanc, il a soin de spécifier que sa proposition de paix est envoyée à Berlin, à Sofia et à Constantinople « de la même manière » qu'à Berne, à Madrid ou à La Haye.

Nous rappellerons hier que les récents et nombreux conciliabules de M. Burian avec le chancelier et le ministre des affaires étrangères de l'empire allemand suffiraient, à défaut d'autres preuves, à établir le caractère concerté et collectif de la note autrichienne. Des suggestions préparatoires à une paix de conciliation se trouvent dans tous les discours prononcés au cours de ces deux dernières semaines par les ministres allemands. Des regrets hypocrites sur l'inutilité de la tentative de négociations faite par les empires centraux en décembre 1916 et l'espoir qu'une nouvelle démarche pourrait être mieux accueillie ont été formulés, il y a huit jours, par le kaiser lui-même ; et, avant-hier, M. Erzberger annonçait que l'idée d'une paix à l'amiable « sur la base d'une Société des nations et d'un arbitrage obligatoire » faisait beaucoup de chemin.

Les notes que fait publier actuellement le gouvernement de Berlin pour décliner toute responsabilité dans la proposition de M. Burian, « démarche spontanée » et qui n'engage point l'Allemagne, ne sauraient donc tromper personne.

En ce qui concerne la Bulgarie, on sait que le tsar Ferdinand a accepté les dernières semaines en Allemagne et en Autriche ; lui aussi, a longuement délibéré avec M. Burian et son désir d'une paix immédiate, d'une paix à tout prix ne saurait faire de doute.

Pour la Turquie, on se rend compte que le voyage du ministre Talaat pacha à Vienne et à Berlin a dû avoir des motifs plus importants encore que le règlement des litiges de la Maritza, du Caucase et de la Dobroudja. Son association à la démarche pacifiste des empires centraux est rendue évidente par les déclarations qu'il fit à un rédacteur de la *Neue Freie Presse*, et qui ont été publiées par ce journal le 7 août. Le grand vizir déclara alors que l'on aurait la paix avant l'hiver.

« Je fonde cette espérance, dit-il, sur la logique des faits, qui doit enfin prévaloir. La guerre s'est à peu près épuisée par son action même ; tout ce qu'on pouvait en obtenir s'est produit. Une continuation est manifestement sans objet, pour ne rien dire de la morale ni de l'humanité... »

L'opinion du grand vizir, ajoutait le rédacteur de la *Neue Freie Presse*, est avant tout basée sur l'idée que la guerre ne peut pas se terminer par une décision militaire et que, devant l'impossibilité d'une paix dictée, l'idée s'imposera de la nécessité d'une paix de conciliation. C'est là un jugement significatif, de la part d'un homme se trouvant à la tête d'un des grands Etats belligérants, et qui, par conséquent, en sait plus que le profane sur la situation des forces militaires. »

Cette interview ajoutée à tant d'autres indices, montre la connivence de tous les chefs de la Quadruple alliance dans une démarche dont le gouvernement allemand voudrait vainement faire supporter le poids et le discrédit à son soufre et servile allié austro-hongrois. — C. S.

CE QUE DISENT LES JOURNAUX

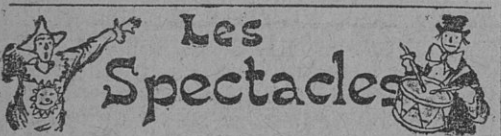
La presse britannique

Le *Daily Telegraph* commentant la proposition autrichienne dit :

Une démarche définie a été faite par le gouvernement austro-hongrois qui prouve qu'il n'a

CIGARETTES XANTHIA

300 francs récompense à qui rapp. Hôtel Grillon, petit chien noir, queue coupée, genre griffon, à poil long, tondue en caniche, sans valeur, âgé.



THEATRES

Comédie-Française. — 7 h. 45 : « 1807 », Blanchette. **Opéra-Comique.** — 7 h. 30 : La Tosca. **Opéra.** — 7 h. 45 : Les Bouffons. **Palais-Royal.** — 8 h. 15 : Boire chez les civils. **Porte-Saint-Martin.** — 8 h. 30 : Le Chemineau. **Gymnase.** — 8 h. 30 : La Petite toute nue. **Athénée.** — 8 h. 30 : La petite femme de Loth. **Antoine.** — 8 h. 30 : Africain. **Renouveau.** — 8 h. 30 : Mireille et Patapon. **Chalety.** — 8 h. 30 : Le Cours au bonheur. **Sarrau-Bernhardt.** — 8 h. 30 : Les Nouveaux Riches. **Ambigu.** — 8 h. 15 : Le train de 8 h. 47.

VAUDEVILLE. Tous les soirs, à 8 h. 30. Nono avec Sacha Guitry, Yvonne Printemps etc. **GRAND-GUIGNOL.** 8 h. 30 : Gardiens de Phare. **terme.** Mercredi, samedi, dimanche, matinée.

MUSIC-HALLS ET CONCERTS

FOLIES-BERGÈRE. (Gut. 02-59) Quand même ! revue. Sam., dim., matinée. **OLYMPIA.** (Central 44-68) 2 h. 30 et 8 h. 30. Spectacle de music-hall. La Romanichelle (bal). **CONCERT MAYOL.** Prince Rigadin et sa troupe. Concert. Georgius, 20 artist.

CINEMAS

GAUMONT-PALACE. 8 h. 15. — Un joli monsieur, Charlot et le comte.

AUBERT-PALACE. L'ambition ; Charlot et le comte ; Nouveautés Journal.

TIVOLI-CINEMA. Charlot et le comte. Une audacieuse évasion. Tivoli-Jal.

OMHIA PATHÉ. 2 h. à 11 h. La Barrière du sang ; Bidart est rentré saoul.

UNE AUTRE MANŒUVRE ALLEMANDE

UNE PAIX SÉPARÉE proposée à la Belgique

Berne, 16 septembre. — D'après certains renseignements parvenus en Suisse, l'Allemagne aurait fait, le mois dernier, à la Belgique, des propositions de paix, dont voici les principales conditions :

- 1° La Belgique resterait neutre jusqu'à la fin de la guerre ;
- 2° Indépendance complète économique et politique rendue à la Belgique, après la guerre ;
- 3° Les traités de commerce de la Belgique avec l'Allemagne seraient remis en vigueur, une fois la paix conclue.
- 4° La Belgique prêterait ses bons offices, pour que l'Allemagne rentrât en possession de ses colonies ;
- 5° La Belgique s'engagerait à ne pas punir les Flamands qui se sont montrés favorables à l'Allemagne.

La proposition ne fait pas une seule allusion aux réparations ou indemnités. Elle n'admet ni l'admission que l'Allemagne a fait du tort à la Belgique par la destruction de ses villes et l'assassinat de ses populations non combattantes.

Le but de la proposition est que le gouvernement allemand, comprenant qu'il devra bientôt abandonner la Belgique, veut obtenir un traité qui interdise l'accès du territoire belge aux troupes et aux avions alliés, et protège ainsi le front allemand.

Bien entendu, le gouvernement belge s'est empressé de communiquer ces propositions aux gouvernements alliés.

RÉVÉLATIONS AMÉRICAINES

Lénine, agent de l'Allemagne

Londres, 16 septembre. — Les journaux américains commencent à publier une collection d'environ soixante-dix documents recueillis l'hiver dernier par les représentants en Russie du Comité américain d'informations.

Les premiers de ces documents ne montrent pas seulement Lénine et Trotsky sous l'aspect d'agents de l'Allemagne, mais encore ils révèlent les méthodes de pénétration politique et économique de l'Allemagne en Russie. Ces documents portent diverses dates appartenant à l'automne 1917 et à l'hiver 1917-1918. Beaucoup d'entre eux sont de simples injonctions méprisantes adressées par les Allemands à Trotsky, à Lénine et à leurs conseillers, dont la duplicité à l'égard de l'Entente — longtemps avant la conclusion du traité de Brest-Litovsk — se trouve ainsi révélée.

Par exemple, par une note du 1^{er} novembre 1917, l'Allemagne demande aux chefs bolcheviks, comme une chose toute naturelle, un rapport sur les quantités de munitions qui se trouvent en Russie.

En décembre, le service allemand de renseignements communique à Trotsky le nom des espions qu'il a chargés de surveiller les ambassades des Alliés. Un peu plus tard, Trotsky reçoit des instructions lui enjoignant de retenir l'ambassadeur d'Italie au moment de son départ et d'effectuer une perquisition dans ses bagages. D'autres documents prouvent que les « camarades de Trotsky et de Lénine » ont reçu des sommes d'argent en vue de propagande en Russie, par l'intermédiaire de la Banque allemande d'empire ou Reichsbank.

Le kaiser et ses alliés

L'Allemagne met l'Autriche à la demi-solde

Zurich, 16 septembre. — Le journal *Die Post* assure que le gouvernement allemand a réduit de moitié environ les crédits mensuels ouverts à l'Autriche-Hongrie. Cette réduction, décidée au cours des récentes négociations de Salzbourg, serait motivée par la « diminution actuelle des dépenses de guerre incombant à l'Autriche-Hongrie ».

Le pessimisme sévit en Hongrie

Genève, 15 septembre. — On mande de Budapest à la *Zeit* que le ministre de l'intérieur a transmis aux municipalités hongroises des instructions leur enjoignant de sevrer énergiquement contre toute personne colportant des bruits alarmants.

La Turquie veut être libre au Caucase

Zurich, 16 septembre. — Suivant le *Volksrecht* de Zurich, la Turquie entend conserver son entière liberté d'action dans le Caucase. Les conflits bulgares-allemands et bulgares-turcs ne sont nullement apaisés ; ils forment dans le ciel de la Quadruple un nuage menaçant. Il existe, de plus, une forte tension ukraino-autrichienne qui complique encore très sérieusement la situation.

La Ligue des Droits de l'Homme et l'affaire Malvy

Sous le titre général « Contre la calomnie », la Fédération de la Seine de la Ligue des Droits de l'Homme organise une série de réunions privées dans lesquelles elle répandra par des démonstrations aux colonnes de l'*Action Française*.

La première réunion aura trait à l'affaire Malvy.

Elle se tiendra le dimanche 22 septembre, à deux heures et demie très précises de l'après-midi, dans la salle de la Société d'Horiculture, 84, rue de Grenelle, sous la présidence de M. Buisson, député de la Ligue.

Orateurs : MM. Henri Guernut, Camille Lemerrier, Fernand Corcos, Marius Motet, Victor Basch et Ferdinand Buisson.

Seront admis les ligueurs munis de leur carte et les citoyens qui demanderont au siège de la Ligue, 1, rue Jacob, des cartes d'entrée pour eux et leur famille.

Nous prions nos abonnés de vouloir bien, pour chaque changement d'adresse, nous envoyer l'une des dernières bandes de leur journal, en l'accompagnant de 0 fr. 50 en timbres-poste.

EN VUE DE LILLE ET DE METZ

LES OPÉRATIONS EN FLANDRES et en Lorraine

Bâle, 15 septembre. — Dans le *Berliner Tageblatt*, le général von Ardenne fait remarquer que, par suite du « recul élastique » imposé aux troupes allemandes, la position de Lille passe au premier plan. Comme intérêt stratégique, le général reconnaît que Lens se trouve aux trois quarts cernés par les Anglais qui se sont avancés jusqu'aux abords immédiats de Douai. L'ennemi donc un saillant que le haut commandement allemand prendra l'initiative de réduire sans attendre la pression des Alliés.

Le général von Ardenne pense que le Chemin-des-Dames sera opiniâtrement défendu.

Le nouveau facteur dans la guerre

Londres, 15 septembre. — Du *Times* :

Le premier grand coup porté par les Etats-Unis a été net, rapide et complet. La retraite allemande doit avoir été extrêmement rapide et il est probable que pendant plusieurs jours encore les Américains cueilleront de nombreux prisonniers dans ce pays, qui se prête tout particulièrement à offrir des cachettes aux fuyards.

Nous nous réjouissons que la première grande opération dans laquelle les forces américaines ont été engagées sur le front ouest ait obtenu d'aussi rapides et d'aussi heureux résultats. Le point et l'heure de l'offensive ont été habilement choisis. Les Allemands ont été épuisés sur la puissance de l'épée américaine.

Ce brillant exploit ouvre le chemin à de nouvelles opérations au nord et à l'est, lorsque sonnera l'heure opportune. Toutefois, le maréchal Foch a coutume de garder le secret sur ce qu'il compte faire et cette sage réticence défie toute spéculation.

Pour les nations alliées, l'intérêt profond de la victoire américaine réside moins dans les résultats, bien qu'ils soient précieux et substantiels, que dans le fait qu'une grande force, comme les Etats-Unis, est entrée dans la bataille en agissant séparément et pour son compte personnel.

Après le succès remarquable et presque instantané remporté par la puissante armée américaine, dirigée par des généraux américains, la nation allemande commencera à se rendre compte, comme elle ne l'a jamais fait encore, du caractère écrasant et décisif du nouveau facteur qui apparaît dans la guerre actuelle.

Les défenses de Metz

Zurich, 15 septembre. — D'après la *Neue Badische Landeszeitung*, le maréchal Foch cherche à combler le saillant de Saint-Mihiel pour se rapprocher du bassin de Briey et simultanément pour obtenir un effet stratégique sur le vaste système de défense de Metz, mais d'autre part, la proximité de la grande forteresse lorraine rend les conditions de combat bien plus favorables pour nous.

L'épreuve de la défaite pour l'Allemagne

Londres, 15 septembre. — Le *Spectator* écrit : L'épreuve suprême vient pour une nation dans les jours de défaites.

A l'exception de la Russie, les nations alliées ont été éprouvées dans la fournaise ; elles en sont sorties plus résolues et plus unies que jamais, tandis que l'Allemagne, tout récemment soumise à une pareille épreuve, s'est montrée aussi ignoble dans la défaite qu'elle le fut dans la victoire. Depuis l'empereur jusqu'au moins qualifié des gouvernants de l'Allemagne, tous ont commencé à donner des raisons pour expliquer ce changement de situation. Les mensonges de l'état-major général allemand représentant chaque retraite comme un succès et chaque avance alliée comme un échec coûteux, sont maintenant percés à jour par les Allemands qui commencent à s'éveiller de leur rêve de conquête mondiale et de pillage universel. Ils redoutent la perspective de misère et d'humiliation qui se présente pour eux.

Grand conseil de guerre autrichien

Rome, 16 septembre. — D'après l'*Idea Nazionale*, un important conseil de guerre a eu lieu au grand quartier général autrichien, sous la présidence du général Boroevic, qui eut ensuite une longue entrevue avec le chef d'état-major.

La crainte de l'avenir

Une dépêche de l'*Associated Press* au Herald, en date du 15, de Genève, dit :

« D'après les journaux de l'Allemagne du Sud les succès américains en Lorraine, et la victoire américaine à Saint-Mihiel, ont créé de la peur. »

« Les critiques militaires allemands considèrent les positions occupées maintenant par les Franco-Américains comme extrêmement dangereuses et inquiétantes pour l'Allemagne, s'étendant sur le front Verdun-Toul, et menaçant directement Metz. »

Le *Mulhauser Tageblatt* exprime qu'une véritable terreur s'empare de la population à l'idée d'une offensive américaine en Haute-Alsace qui, accompagnée d'artillerie lourde, pourrait détruire des villes dans le grand-duché de Bade. On parle même d'une évacuation de Mulhouse et de toute l'Alsace.

« La presse suisse a annoncé l'offensive depuis une semaine ; les Allemands ne furent donc pas surpris. »

M. Clemenceau à Saint-Mihiel

Le président du Conseil, accompagné de M. René Renoult, président de la commission de l'armée de la Chambre des députés, et du général Mordacq, a quitté Paris samedi soir pour visiter le nouveau front de Woëvre, imposé aux Allemands par la brillante victoire américaine.

M. Clemenceau a vivement félicité le général Pershing et les généraux commandant les corps d'armée américains qui ont dirigé si brillamment les dernières opérations.

Parcourant ensuite le territoire reconquis, il a visité les communes des régions de Thiaucourt et de Vigneulles et s'est arrêté

longuement à un observatoire de première ligne vers Hattonchatel.

Il a assisté à un spectacle touchant : une promenade en automobile organisée par les troupes américaines pour les enfants de la cité lorraine auxquels nos vaillants alliés, par une délicate attention, ont fait parcourir les environs qu'ils n'avaient pas revus depuis quatre années d'occupation ennemie.

M. Clemenceau est rentré à Paris hier matin.

METZ ET STUTTGART bombardées

Londres, 15 septembre. (Communiqué de l'aéronautique.) — Samedi après-midi, nous avons bombardé à deux reprises Metz-Sablons et atteint directement un embranchement de chemin de fer, des ateliers, l'usine à gaz et les casernes.

Dans la nuit du 14 au 15 septembre, nous avons, pendant toute la nuit, bombardé fort et de façon continue Metz-Sablons, Courcelles, Ehrange, Sarrebrück, Kaiserslautern et les aérodromes de Frascaty et de Boulay.

De nombreux coups directs ont été portés sur la voie ferrée et notamment aussi à Metz-Sablons et à Courcelles. Plusieurs incendies se sont déclarés à Metz, Kaiserslautern, à la gare de Sarrebrück et à l'aérodrome de Frascaty.

Trois avions britanniques ne sont pas rentrés.

Dans la matinée du 15 septembre, nous avons de nouveau attaqué l'embranchement de chemin de fer de Metz-Sablons et réussi plusieurs coups directs.

Nous avons également bombardé l'aérodrome de Buhl. Trois avions britanniques manquent.

Le 15 septembre, nous avons attaqué les usines Daimler à Stuttgart, avec de bons résultats. Au cours de ce raid, nous avons rencontré vingt avions ennemis et en avons détruit deux.

Plus de vingt-sept tonnes de bombes ont été lancées en vingt-quatre heures.

SUR LE FRONT ITALIEN

Rome, 16 septembre. — Commandement suprême. — Ce matin, dans la région nord et nord-ouest du Grappa, nos détachements d'infanterie efficacement soutenus par un feu d'artillerie intense et bien ajusté ont exécuté avec succès des coups de main contre les lignes ennemies, amenant sur certains points les positions précédemment occupées et capturant de nombreuses mitrailleuses.

Les prisonniers dénombrés jusqu'à présent sont de 321, dont 5 officiers.

Sur le reste du front, actions intermittentes d'artillerie et activité de patrouilles.

Des dirigeables de l'armée et de la marine ont bombardé avec succès des objectifs militaires sur les arrières ennemis, lançant un total de 15.000 kilos de bombes.

Un avion ennemi a été abattu au cours de combats aériens.

Demandes d'autorisation de retour dans les pays récupérés

Il est rappelé aux personnes présentes réfugiées dans le département de la Seine, qui désirent solliciter l'autorisation de retourner dans les régions libérées, qu'elles doivent adresser directement leur demande à M. le préfet de police.

Les autorisations de retour accordées par les autorités compétentes (préfets ou généraux commandant les armées) seront remises aux intéressés : à Paris par l'intermédiaire de la préfecture de police, et dans les communes de la Seine par l'intermédiaire des maires.

BOURSE DE PARIS

Du lundi 16 septembre 1918

VALEURS	Cours précéd.	Cours du jour	VALEURS	Cours précéd.	Cours du jour
PARQUET					
3 0/0	84.20	83.45	Argentin 5 0/0 1884	450	450
3 0/0 amortissable	79.25	79.45	Brazil 4 1/2 1888	75	75
3 1/2	89	89	4 0/0 1888	72	72
5 0/0	83.05	83.10	5 0/0 1888	78	78
1/2 Paris 1865	555	558	Chine 4 0/0 1880	38	38
— 1875	504.50	501.25	— 5 0/0 1900	442	442
— 1893	348.50	341	Egypte Unifiée	58	58
— 1905	453	453	Privat	100	100
— 1910	310	311	Extérieure	115.50	115.50
— 1912	251	251	Japon 1905	84	84
— 1917	508	506.50	— 1910	83	83
Banque France	5180	5180	Russie 4 0/0 1880	48.50	48.50
— d'Algerie	3550	3570	— 5 0/0 1881	38.75	38.75
— Paris-Fas	1135	1139	— 3 1/2 1884	121.25	121.25
Compt. Escompte	810	810	— 5 0/0 1906	59.50	59.50
Crédit Lyonnais	1235	1235	4 1/2 1909	52.50	52.50
Société Générale	618	618	Rio-Tinto	100	100
Crédit Foncier	708	708	Gas de Paris	201	201
Com. 1879	463	463	Acier de France	101	101
Com. 1879	468	468	Fives-Lille	1200	1185
Com. 1880	462	462	Acier de la Marine	1700	1680
Fonc. 1883	334.50	337	Le Creusot	2850	2835
Com. 1891	333	334	Chargères Réunis	1700	1700
Fonc. 1903	412.50	417.50	Boc Auer	1000	1000
Com. 1906	405	401	MARCHÉ EN BANQUE		
Fonc. 1909	228	223.50	— d'Algerie	3570	3570
Fonc. 1912	216	218	Paris-Fas	1139	1139
Fonc. 1913	425	423	Cape Copper	110	110
Est	830	840	De Beers	390	390
Paris-Lyon-Méd.	890	1000	East Rand	110.25	110.25
Transatlant.	355	350	Montecatini	175.50	175.50
Nord	1400	1400	Goldfields	53.50	53.50
Orléans	1160	1150	Lianosoff	240	235
Ouest	765	765	Maltzoff	371	370
Transatlant. ord.	355	350	Montecatini	175.50	175.50
Messageries ord.	380	380	Phosph. Tunisiens	353	353
Métropolitain	436	435	Rand Mines	70	70
Nord-Sud	131	130	Tharsis	129.50	129.50
Omnibus	420	415	Tollas	511	508
Suez	4700	4700	Monaco	2650	2675
Thomson-Houston	735	735	— 1/5	530	530

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

Le gérant : René PIRELLOUX

Société Anonyme des Imprimeries WILHOFF et ROCH 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.